



\* Île de France

# La Lettre d'Info

du **Groupe socialiste** & républicain  
au Conseil régional d'Île-de-France

#13  
Séance des jeudi 21  
et vendredi 22  
septembre 2017

[psidf.fr](http://psidf.fr)

## Rentrée 2017 : inquiétudes et mobilisation des élus socialistes



La séance de rentrée a encore une fois été l'occasion pour les élus socialistes et républicains de porter la voix des franciliennes et franciliens qui attendent de la Région de véritables actions en faveur de l'amélioration de leur vie quotidienne.

Encore une fois malheureusement nous avons fait le constat d'une droite régionale peu impliquée dans la gestion de la Région, préférant sur bien des sujets la communication à l'action.

À SUIVRE

18 OCTOBRE

Prochaine séance  
et commission  
permanente

1<sup>ER</sup> NOVEMBRE

Lancement  
du mois de  
l'Économie  
sociale  
et solidaire

6 NOVEMBRE

COP23 organisée  
par les Îles Fidjis  
à Bonn

DU 15 AU  
17 NOVEMBRE

Salon  
de l'Éducation

# Valérie Pécresse se détourne la Région au profit de ses ambitions personnelles



**Valérie Pécresse et sa majorité régionale ont encore une fois démontré leur manque de modernité et de transparence dans le fonctionnement de notre institution lors de cette séance. Le groupe socialiste & républicain a pourtant porté jusqu'au bout l'ambition d'une région plus ouverte, plus démocratique, réellement au service des franciliennes et des franciliens.**

Cette séance de rentrée aura été une occasion manquée pour Valérie Pécresse et sa majorité au Conseil régional.

Une occasion manquée sur l'éducation avec une dotation globale de fonctionnement des lycées en baisse alors que le nombre d'élèves augmente. Situation ubuesque quand dans de nombreux lycées d'Île-de-France la rentrée scolaire n'a pu se faire dans de bonnes conditions : manque de personnels, bâtiments délabrés, classes surchargées... la Région n'a pas été à la hauteur.

Une occasion manquée de lutter efficacement contre les déserts médicaux, là encore nous attendions des propositions fortes de la part de l'exécutif régional que nous étions prêts à soutenir dans l'intérêt des territoires. En réponse nous avons constaté le désengagement financier de la région sur cette problématique et une politique de saupoudrage qui ne résout rien.

Une occasion manquée enfin, en ce qui concerne la démocratie régionale. Le sort réservé à deux projets de délibération,

sur la simplification du fonctionnement régional et la proposition de démocratie participative régionale à l'initiative de notre groupe, aura apporté une nouvelle fois la preuve du conservatisme assumé des élus régionaux de droite.

En réalité, la gestion de la Région et la construction de l'avenir des franciliennes et des franciliens semblent préoccuper assez peu la Présidente.

Ce manque d'intérêt pour les habitants et les territoires d'Île-de-France se traduit par des politiques qui relèvent essentiellement de communication et une volonté assumée de réduire l'expression de l'assemblée régionale.

L'Île-de-France mérite mieux, dans ses territoires ruraux qui ne peuvent être laissés pour compte alors que le débat sur la Métropole du Grand Paris est ré-ouvert, dans ses quartiers populaires qui ont besoin de services publics régionaux de qualité comme dans sa zone centrale dont il faut accompagner la transformation vers une meilleure qualité de vie propre et durable.

Les élus socialistes & républicains continueront à porter cette voix au sein d'un hémicycle régional que Valérie Pécresse abandonne au profit de ses ambitions nationales.

**« En réalité, la gestion de la Région et la construction de l'avenir des franciliennes et des franciliens semblent préoccuper assez peu la Présidente. »**

# Pour une solidarité totale avec les Caraïbes

- L'ouragan Irma a dévasté les îles de Saint-Barthélémy et Saint-Martin le 6 septembre 2017. Sur l'ensemble des Antilles françaises, le cyclone aura fait au moins 12 victimes.
- Classé catégorie 5 (le maximum sur l'échelle d'intensité des ouragans), les rafales d'Irma ont parfois dépassé les 300km/h.
- Après Irma, les Antilles ont été frappées par deux autres cyclones : José et Maria.

Mobilisé sur le soutien aux sinistrés des ouragans dans les Caraïbes, le Groupe socialiste a participé à l'adoption d'un rapport du Conseil régional engageant des crédits à destination des îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin mais aussi de Haïti.

Lors de la séance, le Groupe socialiste & républicain a rappelé qu'il existait un devoir de solidarité nationale de la part de notre région avec les victimes et les territoires touchés par les ouragans mais que celui-ci devait s'exprimer non seulement sur le court terme mais aussi sur le long terme.

Au-delà des 280.000 euros d'aide d'urgence prévus dans la délibération régionale, nous avons ainsi plaidé pour qu'une aide supplémentaire immédiate aux personnes les plus vulnérables, et en particulier aux travailleurs précaires et aux personnes non assurées, soit votée au bénéfice de la Fondation de France.

Les socialistes ont aussi défendu l'idée d'un plan d'accueil et d'accompagnement, en lien avec les services de l'Etat et les autres collectivités locales, pour les personnes pouvant être dans l'obligation de s'installer dans l'hexagone.

Enfin, le Groupe socialiste a insisté sur la nécessité de coordonner, au sein des Régions de France, les actions durables de soutien aux régions sinistrées pour répondre plus précisément à leurs besoins de reconstruction et de rénovation d'infrastructures.

Si nos amendements n'ont malheureusement pas été retenus par l'exécutif régional, le groupe socialiste a voté l'adoption de cette délibération de solidarité avec les sinistrés des derniers ouragans.

## Malgré nos remarques, la Droite a refusé nos propositions :

→ 100 000 euros en urgence pour la Fondation de France qui aide sur place les victimes les plus vulnérables : travailleurs précaires et personnes non assurées.

→ Une coordination des Régions solidaires pour que chaque collectivité participe sur le long terme à la reconstruction en fonction de ses domaines d'expertise.

→ Mise en place un plan d'accueil et d'accompagnement, en lien avec les services de l'Etat et les autres collectivités locales, pour les personnes étant dans l'obligation de s'installer dans l'hexagone.



Maxime des GAYETS  
Conseiller régional (75)

« De la part de notre Région, il y a un devoir de solidarité nationale avec les victimes et territoires touchés par les ouragans. »

# La formule du bien-être dans les lycées par V. Péresse :

**+** d'élèves  
et **-** d'argent

ile de France  
Conseil régional  
Lycée professionnel Baudelaire

**9 833 élèves en plus, mais -1,1M € en moins pour le fonctionnement des lycées,** voilà le tableau de rentrée de la Droite francilienne. Sa priorité : faire des économies sur le dos des lycéen.ne.s et de l'ensemble de la communauté éducative.

**+2,45%**  
d'élèves

mais -1,35% du montant  
de la dotation globale de  
fonctionnement des lycées (DGFL)

**-7,50€**  
par lycéen.ne.s

sur la dotation globale de fonctionnement  
des lycées. Soit une économie de  
1,1 million sur le dos des lycéen.ne.s

**-0,47%**  
pour la dotation de solidarité

**-9,02%**  
pour la dotation à l'éducation  
physique et sportive

# Moins de moyens pour les lycées, pour nous c'est non !

**La dotation globale de fonctionnement des lycées, qui couvre les dépenses pédagogiques et matérielles des lycées, est en baisse pour la première fois, alors même que le nombre d'élèves est en hausse. V. Péresse brade les conditions de travail des lycéen-ne-s, du corps enseignant et de tous les encadrants.**

La dotation globale de fonctionnement des lycées pour l'année 2018 a été présentée lors de la séance des 21 et 22 septembre 2017. Sur la forme, l'exécutif a découpé le débat en deux temps : d'abord la discussion générale le 21 au soir, l'examen des amendements et le vote global le 22 au matin. Une telle organisation est faite pour rendre encore moins lisible la volonté pourtant claire de l'exécutif de réduire les moyens des lycées.

Sur le fond, la logique de l'exécutif est indéfendable : avec 80,314M€ annoncés sur la DGFL 2018, on observe un recul de 1,35% par rapport à la DGFL 2017 dont le montant s'élevait à 81,411M€ alors même que les effectifs d'élèves augmentent de 2,45%, passant de 401 826 à 411 659 élèves. Alors qu'en 2017, le montant de la DGFL par élève était de 202,6€. Il passe à 195,10€ par tête dans le projet de DGFL 2018. 75€ de moins par élève. Près de 1,1 M€ en moins pour les lycées. Et ce sont les lycéens, les encadrants et les membres des équipes pédagogiques qui en font les frais.

Pourtant, il est aisé de voir que les conditions d'enseignement sont de plus en plus dégradées à travers tous les départements d'Île-de-France, soit en raison de sureffectifs lycéens, soit en raison de sous-effectifs régionaux dans les lycées pour la cantine ou la bonne organisation des emplois du temps.

L'exécutif est responsable de l'avenir des lycéen.ne.s d'Île-de-France, malheureusement celui-ci s'annonce bien sombre.



**Yannick TRIGANCE**  
Conseiller régional (93)

**« Avec cette DGFL, vous faites vôtre cet axiome libéral bien connu : pour que certains réussissent, il faudrait qu'il y en ait qui échouent. » »**

## Une rentrée sous tension dans les lycées !

Bâtiments vétustes, absence de personnels dans les cantines, sécurité non assurée les lycées Mozart du Blanc Mesnil, Jean Zay d'Aulnay, Utrillo de Stains, Jean Jacques Rousseau de Sarcelles, Jean Rostand de Villepinte, Turgot à Paris et bien d'autres ont connu des grèves en cette rentrée. Personnels, parents et élèves dénoncent le manque de moyens et l'impréparation par la Région de la rentrée 2017.



**Dominique BARJOU**  
Conseillère régionale (94)

**« Ce schéma n'est pas au rendez-vous des défis à relever : faiblesse des mesures en faveur de la démocratisation de la vie étudiante, négligence de la recherche fondamentale et défaillance sur le positionnement international. »**

## Un **SRESRI déséquilibré** qui n'est pas à la hauteur des enjeux

L'élaboration du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) pour la période 2017-2021 devait être une opportunité à saisir pour contribuer à faire de l'Île-de-France la première région mondiale en matière de puissance scientifique, technologique, et d'attractivité.

Ce schéma est malheureusement trop déséquilibré et mériterait d'être retravaillé afin d'aboutir à une attention davantage portée sur les besoins de formation de la population francilienne, en lien avec le tissu économique francilien, plutôt que sur le renforcement de la place de notre région dans la compétition internationale.

Plusieurs points ont justifié notre vote contre ce rapport, notamment :

- la démocratisation de l'enseignement supérieur qui ne peut se résumer uniquement, en pratique, aux cordées de la réussite et aux filières courtes ;
- la question des jeunes chercheurs, de l'emploi scientifique et de l'attractivité des carrières scientifiques ;
- la question de l'équilibre des territoires franciliens pour que le succès scientifique des uns ne se fasse pas au détriment des autres ;
- les échanges internationaux et en particulier européens des étudiants et des chercheurs, notamment pour ceux qui veulent venir étudier en Île-de-France.

### GÉNOPOLE

## Soutien au Genopole après le désengagement du département de l'Essonne

Pour rappel, Genopole, situé à Évry, est le premier biocluster en France entièrement dédié aux biothérapies, à la recherche en génétique, et au développement des industries de biotechnologie.

Le département de l'Essonne s'étant désengagé du financement de la structure - notamment en raison de la nouvelle répartition des compétences des collectivités par la loi NOTRe - la Région devait donc compenser ce départ en reprenant à sa charge ce montant.

Depuis 2002, le biocluster bénéficie du soutien pérenne des pouvoirs publics, notamment de la Région et du département de l'Essonne, qui engagent d'importants budgets pour l'investissement et le fonctionnement de plates-formes technologiques mutualisées et d'équipes au service des entreprises et laboratoires.



**Jean-Philippe DAVIAUD**  
Conseiller régional (75)

**« Compte tenu de l'intérêt que le Génopole représente, nous approuvons le nouveau rôle que la Région est appelée à jouer en son sein et les engagements financiers qui en découlent. »**

# Une Région en voie de déconnexion

C'est désormais un exercice récurrent pour la droite régionale : livrer une communication flatteuse et trompeuse sur l'évolution des transports en ne soumettant rien au vote des conseillers régionaux et en évitant les sujets qui fâchent comme les engagements non tenus.

Car derrière le thème de la « révolution des transports », le discours de Valérie Pécresse se résume à égrainer les réalisations et les programmations de son prédécesseur, tout en refusant d'assumer son propre bilan à savoir l'augmentation sans précédent et continue du Pass Navigo, en rupture avec ses promesses de campagne. Au risque que cette communication soit en décalage complet avec les galères vécues quotidiennement par les Franciliens.

Aucune annonce donc sur l'amélioration de la qualité de service dans les transports, de la ponctualité ou encore de la sécurité malgré les excédents financiers record du STIF l'année passée. Seule certitude pour les usagers : les augmentations du Pass Navigo se poursuivront.

L'enjeu pour l'heure est de sécuriser les investissements nécessaires à la poursuite du Grand Paris des Transports, pour faciliter les déplacements du quotidien, désenclaver certains territoires et accompagner la transition écologique. Les Assises de la mobilité et la loi qui en sortira début 2018 seront des rendez-vous majeurs pour l'Ile-de-France sur lesquels nous attendons, pour une fois, que Valérie Pécresse se montre offensive pour préserver les intérêts de notre région.



Jonathan **KIENZLEN**  
Conseiller régional (94)

« **Le Tram 9 est un mode de transport moderne, fiable et écologique que les Val-de-Marnais attendent avec empressement.** »

Paris → Orly-Ville

## Le Tram 9 poursuit son chemin

Le Conseil régional a adopté le protocole cadre de financement permettant de lancer le T9, projet structurant initié par la précédente majorité pour répondre à la saturation de la ligne de bus 183, la plus chargée de notre Région avec plus de 17 millions de voyageurs par an.

Après une concertation en 2012 et une enquête publique en 2014, le Tramway Paris-Orly ville est inscrit au CPER le 18 juin 2015 et entre dans la programmation 2015-2020. Son tracé de 10 km ponctué de 19 stations desservira 6 communes : Paris, Ivry, Vitry, Thiais, Choisy et Orly.

En renforçant les capacités de transport dans cette zone du Val-de-Marne, le T9 s'incorporera dans le développement économique important de cette zone de Seine-Amont, et permettra la création de liaisons douces et de pistes cyclables le long de la RD5.



FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RÉGIONAL

# Valérie Péresse musèle l'assemblée

**Une délibération présentée sur l'organisation des débats du Conseil régional a permis de clarifier les ambitions de Valérie Péresse : passer le moins de temps possible à travailler au service des franciliennes et des franciliens.**

C'est en toute fin de séance qu'une proposition de « simplification » du fonctionnement de l'institution régionale a été présentée par la Présidente.

Dans un contexte de défiance de nos concitoyens envers leurs représentants élus, nous sommes favorables à tout ce qui pourrait renforcer l'appropriation par les franciliennes et les franciliens des décisions que nous prenons au Conseil régional.

Valérie Péresse et sa majorité ont décidé de faire exactement l'inverse.

Ainsi, en lieu et place d'une « simplification » du fonctionnement de notre institution, le rapport présenté propose tout simplement de réduire

le périmètre de décision de la séance publique au profit de la commission permanente.

Cette dernière n'est pas publique, pas retransmise en direct ou en différé, et ne concerne qu'un quart des élus du Conseil régional. Dans ces conditions, est-il normal qu'y soit décidé des sujets aussi importants que :

- l'ensemble de politique immobilière et foncière de la région sans limite de plafonds ?
- l'opportunité du recours aux partenariats publics-privés pour ce qui est de la construction des lycées ?
- la possibilité de modifier sans exclusive toute délibération prise en séance plénière ?
- la localisation des lycées ?

Les élus du Groupe socialiste et républicain considèrent au contraire que débattre de ces sujets en assemblée plénière, avec l'ensemble des élus, devant la presse et les franciliennes et franciliens est nécessaire et utile.

Cette décision de la majorité régionale semble n'avoir qu'un but : permettre à la Présidente de gagner du temps en passant moins de temps à la Région pour mieux se concentrer sur son avenir national.

Les franciliennes et les franciliens méritent une Présidence à temps plein, c'est trop demander semble-t-il à Valérie Péresse.



# La droite renonce à lutter efficacement contre les déserts médicaux

**La Région a adopté sans consensus un nouveau plan de lutte contre les déserts médicaux. Derrière des objectifs ambitieux et généreux en apparence, la Région poursuit en réalité son désengagement au risque d'accentuer la crise sanitaire en Île-de-France.**

Fait méconnu, notre région est parmi les plus touchées par la désertification médicale. Les départs en retraite des professionnels de santé et l'évolution des modes d'exercice conduisent à allonger les distances et les délais pour obtenir des rendez-vous.

Depuis 2010, la Région s'est donc engagée avec d'autres collectivités pour faciliter l'installation et le maintien de professionnels de santé dans les zones les plus confrontées à la pénurie.

Mais sous couvert de simplifier et d'ouvrir les aides à plus de professionnels, ce nouveau plan est malheureusement

habillé de mesures contre-productives et peine à compenser le désengagement financier de la droite régionale. Ces ambiguïtés nous ont conduit à nous abstenir sur les orientations générales de ce plan.

## → Des budgets en baisse malgré des besoins croissants

La majorité régionale a choisi de ne pas remettre en cause la baisse de 40% des moyens du Fonds régional de résorption des déserts médicaux intervenue depuis 2016. Plus largement, l'ensemble des aides régionales en matière de santé est passé de 15M€/an en 2015 à seulement 8M€ en 2017.

## → Du saupoudrage au détriment des déserts médicaux

Pour garantir l'accès de tous à une médecine de proximité, la Région aurait du concentrer ses moyens dans les zones les plus carencées, notamment les quartiers populaires et les petites communes rurales. Au lieu de quoi, Valérie Pécresse disperse les aides sur toute l'Île-de-France, sans critère pour hiérarchiser ni prioriser les actions, comme si toutes les communes étaient confrontées aux mêmes urgences.

## → Des soins plus chers

La question de l'accessibilité financière à la santé est passée totalement sous silence, alors qu'elle est une composante majeure de l'accès aux soins. Désormais, la Région pourra soutenir l'installation de médecins qui pratiquent des dépassements d'honoraires. C'est la porte ouverte à une nouvelle inflation des dépenses de santé pour les patients.



Roseline SARKISSIAN  
Conseillère régionale (77)

**« Votre plan n'apporte malheureusement aucune garantie pour améliorer l'accès aux soins : soutien aux dépassements d'honoraires, refus de donner la priorité aux territoires les plus carencés, baisse de 40% du fonds régional de résorption des déserts médicaux. »**

## Ce que nous avons obtenu :

→ Suite à notre interpellation, plusieurs programmes menacés vont être reconduits. Les aides aux centres de planification-contraception-IVG, aux établissements de prise en charge des addictions ou aux services d'urgences hospitalières sont ainsi pérennisés, alors que la version initiale du plan régional les supprimait.

→ Tous les professionnels de santé seront informés par la Région et ses partenaires des nouveaux dispositifs de soutien. C'était le sens d'un de nos amendements visant à renforcer l'effectivité des aides votées par le Conseil régional.



## L'hémicycle du conseil régional porte désormais le nom de Simone Veil.

C'est en présence du Président du Parlement européen et de Jean Veil, son fils, qu'une plaque a été dévoilée pour rendre hommage à une grande femme d'État, première Présidente du Parlement européen. Ministre de la Santé, Simone Veil a eu la charge de faire adopter la loi dépénalisant le recours par une femme à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), en 1974.



Pierre **KANUTY**  
Conseiller régional (75)

« **Ce que nous attendons de votre stratégie européenne, ce n'est pas une simple critique de l'action du précédent mandat, mais une réelle capacité d'anticipation des besoins franciliens et de faire preuve d'ambition.** »

## BILAN DE L'ACTION EUROPÉENNE DE LA RÉGION

# Ambition et anticipation

L'exécutif a présenté son premier bilan « Action européenne ». Dénonçant la vision européenne réduite à un « tiroir-caisse », les élus du groupe ont interpellé la vice-présidente insistant sur la nécessité d'anticiper les politiques européennes régionales et d'oser faire preuve d'ambition :

**Par anticipation**, nous entendons le démarrage très en amont du travail sur les priorités de la prochaine programmation européenne, post-2020. Cela se fait par une influence sérieuse auprès de la Commission, du Conseil, du Parlement et par une place accrue de l'Île-de-France au sein du Comité des Régions. Cette anticipation doit permettre de travailler très tôt au statut de l'Île-de-France par rapport aux autres régions

européennes : dans les grandes masses, nous sommes une région riche. Mais dans le détail, nous sommes avant tout un territoire de contrastes, où grande richesse et extrême pauvreté se côtoient sans se mélanger. Les priorités des fonds structurels, les politiques de cohésion, doivent être consacrées à cette réalité et aux projets permettant de corriger ces inégalités.

**Par ambition**, nous entendons surtout créativité : au-delà des enveloppes il existe d'autres programmes de financements européens que certaines régions françaises arrivent à mettre en œuvre, comme l'Auvergne-Rhône-Alpes ou l'Occitanie – notamment pour l'innovation et les TPE-PME – que sont les programmes JEREMIE 1 et 2 ou FOSTER.

**Lors de la séance plénière, Antonio Tajani - président (PPE) du Parlement européen - était invité à répondre aux élus régionaux.** Les élus socialistes, par la voix de Pierre Kanuty, ont rappelé au Président de Parlement européen ses précédents engagements populistes au sein du parti de Silvio Berlusconi et l'ont interrogé sur l'évolution de la démocratie européenne à travers différentes exigences : l'exigence de solidarité avec les réfugiés climatiques, l'exigence de donner plus de place aux régions dans la future programmation budgétaire et, enfin, l'exigence d'accroître toujours plus la participation des citoyens aux prises de décisions européennes, notamment dans le cadre des accords les concernant directement, dans la droite ligne des processus de démocratisation engagés par Martin Schulz.



Catherine **LIME-BIFFE**  
Conseillère régionale (92)

# Un rapprochement utile, mais qui doit être suivi avec attention

Les conseillers régionaux devaient se prononcer sur la fusion de deux organismes associés de la Région. Il s'agit d'abord du GIP Emploi Roissy, qui travaille sur les questions de formation et d'orientation, avec deux projets structurants dans le territoire : le campus des métiers et la cité des métiers. L'autre organisme associé est Hubstart, qui traite des questions d'attractivité économique du territoire, pour faire venir des professionnels qui répondent aux besoins des entreprises locales et favoriser l'installation des entreprises dans le territoire du Grand Roissy.

Si la fusion de ces établissements ne pose pas de problème a priori, elle soulève interrogations et vigilance de notre part sur plusieurs aspects, à savoir :

- les habitants de ce bassin d'emploi à fort potentiel auront-ils un accès privilégié à cette nouvelle structure, afin de leur ouvrir les portes de l'emploi plus facilement?
- l'intégration de ce territoire dans la Métropole du Grand Paris étant envisagée, comment peut-on garantir aux collectivités de ne pas les priver de ressources importantes?
- les objectifs chiffrés de cette nouvelle structure n'ont pas été présentés, quand le seront-ils?

« **La fusion du GIP  
Emploi Roissy  
et de Hubstart ne  
doit pas se faire  
au détriment  
de l'insertion  
professionnelle  
et de la formation  
des habitants  
du bassin du  
Grand Roissy.** »



Corinne **BORD**  
Conseillère régionale (93)

« **Si le génie de  
la France est  
de pouvoir  
partager toutes  
ses cultures,  
on aurait toutefois  
préféré un festival  
des musiques  
traditionnelles  
plus laïque qu'un  
«chanté Nwel».** »

SOUTIEN AUX RADIOS LOCALES ET ORGANISATION  
D'UN CONCOURS « LES CHANTÉ NWEL »

## Oui à la découverte des traditions ultra-marines, non à l'auto-promotion personnelle

Une délibération a été présentée à l'ordre du jour mêlant deux sujets totalement distincts : le soutien aux radios locales franciliennes et l'organisation d'un concours des « Chanté Nwel » franciliens (chant choral de Noël traditionnel Antillais)

Si l'envie de faire découvrir la culture antillaise et ultra-marine à l'ensemble des franciliens est partagée, cette délibération s'apparente avant tout à une opération promotionnelle organisée par le Vice-président Patrick Karam, ancien Président du Conseil représentatif des Français d'outre-mer.

Face au rejet de nos amendements pour demander des gages quant à l'organisation transparente et inclusive de ces événements festifs, et pour protester contre le mélange des genres dont est coutumier le Vice-président, nous avons voté contre cette délibération. Nous avons néanmoins soutenu le programme en faveur des radios locales en Île-de-France, tout en regrettant l'absence d'action en faveur des TV locales dont notre région est pourtant maillée.

# Vers une **démocratie régionale** plus inclusive et participative



**Dominique BARJOU**  
Conseillère régionale (94)

Une fois par an, chacun des groupes politiques qui constitue l'assemblée régionale peut rédiger une proposition de délibération sur le sujet de son choix qui est ensuite soumis à l'appréciation des élus en séance plénière. C'est une prérogative d'autant plus précieuse pour les groupes d'opposition qu'ils n'ont pas la même proximité avec l'exécutif régional que les groupes de la majorité. Le rapport de force politique reste cependant inchangé : c'est donc la majorité régionale – dont émane l'exécutif – qui décide in fine de son éventuelle adoption.

C'est dans ce cadre que les élus socialistes franciliens ont fait plusieurs propositions pour permettre aux franciliens de prendre une part plus active à la vie institutionnelle de leur Région à travers de nouveaux droits.

Ces propositions viennent du constat partagé d'une défiance croissante entre les citoyens et le politique. Aucune loi de moralisation de la vie publique ne suffira seule à combler le fossé entre les français et notre vie démocratique. Un des moyens pour les élus et les pouvoirs publics de renouer avec les français est donc de les associer plus directement et plus activement à l'élaboration des politiques publiques qui encadrent notre vie commune.

Pour ce faire, nous avons formulé plusieurs propositions concrètes :

- La création d'un budget régional participatif à l'échelle de la Région mais aussi pour les lycées et les CFA franciliens ;
- La mise en place d'un droit d'amendement citoyen sur toutes les délibérations à l'ordre du jour de nos séances plénières ;
- Un droit d'initiative populaire pour mettre à l'ordre du jour une délibération soutenue par un cinquième des membres du Conseil régional, et un dixième des habitants franciliens ;
- La réaffirmation de la nécessité d'organiser des référendums locaux sur les grands projets régionaux comme le prévoit la Constitution ;

Ces propositions se fondaient sur les différentes initiatives qui prospèrent aux quatre coins du monde et de la France. Elles n'avaient pas de caractère exhaustif ni définitif et méritaient amplement d'être enrichies et améliorées à l'occasion du débat en séance.

Malheureusement, la droite régionale a décidé de ne pas jouer le jeu démocratique et toutes nos propositions ont été rejetées en bloc et sans débat, même lorsqu'elles suscitaient l'intérêt d'une partie de la majorité qui avait déposé des amendements (groupes UDI et Modem).

Absente de ce débat pourtant essentiel sur la démocratie et le fonctionnement de la Région, la Présidente de région semble s'être résolue à abandonner sa majorité au conservatisme

**« L'exécutif n'aura malheureusement rien retenu de nos propositions pour rapprocher les franciliens à travers une plateforme numérique leur permettant d'exercer une nouvelle forme de citoyenneté. Nous le regrettons. »**



Anne-Claire  
**JARRY-BOUABID**  
Conseillère régionale (75)

- La création d'une plateforme numérique régionale citoyenne pour mettre en application ces dispositifs et créer un espace spécifiquement dédié aux initiatives locales relatives à la transition écologique ;
- La création d'un Conseil citoyen régional pour enrichir le travail des élus, sous leur contrôle.

pour se concentrer uniquement sur son avenir national, loin de la région, loin des franciliennes et des franciliens.

Vous pouvez retrouver, par ce lien, l'ensemble de nos propositions pour démocratiser le fonctionnement de notre institution régionale.

# Nos votes

- Soutien aux sinistrés d'Irma (**POUR**)
- Lutte contre les déserts médicaux (**ABSTENTION**)
- Protocole cadre de financement du projet de Tram 9 Paris - Orly ville (**POUR**)
- Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (SRESI) (**ABSTENTION**)
- Programme d'investissement du Génopole (**POUR**)
- Dotation globale de fonctionnement des lycées d'Île-de-France (**CONTRE**)
- Déclassement de deux biens appartenant à la Région Île-de-France en vue de leur cession (**POUR**)
- Rapprochement du GIP Emploi Roissy CDG et de Hubstart Paris (**POUR**)
- Simplifier le fonctionnement du conseil régional (**CONTRE**)
- Soutien régional aux radios locales et organisation d'un concours « Les chantés en Île-de-France » (**CONTRE**)
- Vers une démocratie régionale plus inclusive et participative (Délibération du groupe socialiste & républicain) (**POUR**)

Retrouvez  
toute l'actualité  
du Groupe  
socialiste  
& républicain  
sur notre  
site internet.



[psidf.fr](http://psidf.fr)



Groupe **SOCIALISTE**  
& **RÉPUBLICAIN**

\* îledeFrance

Groupe socialiste & républicain • Région Île-de-France  
57, rue de Babylone 75007 Paris  
Tel : 01 53 85 65 70 // Courriel : groupepsridf@gmail.com

  @GroupePSIDF